

PROCES-VERBAL DE LA DEUXIEME SEANCE

Salle de conférences de l'OMS, Manille
Lundi 13 septembre 1993 à 14h30

PRESIDENT : M. Naivalu (Fidji)

TABLE DES MATIERES

	page
1. Désignation du Directeur régional	130
2. Rapport du Directeur régional (suite)	131

1. DESIGNATION DU DIRECTEUR REGIONAL : Point 7 de l'ordre du jour
(Document WPR/RC44/2)

La réunion s'est tenue à huis clos de 14h30 à 15h00 et a repris en séance publique à 15h10.

A la demande du PRESIDENT, le Dr CHEN Ai Ju (Singapour), Rapporteur, lit la résolution qui vient d'être adoptée par le Comité régional en séance privée :

Le Comité régional,

Vu l'article 52 de la Constitution ; et

Conformément à l'Article 51 de son Règlement intérieur ;

1. DESIGNER le Dr Sang Tae Han en qualité de Directeur régional pour le Pacifique occidental ; et
2. PRIER le Directeur général de proposer au Conseil exécutif la nomination du Dr Sang Tae Han pour une période de cinq ans à compter du 1er février 1994.

Le PRESIDENT, félicitant le Dr Han pour sa désignation pour un second mandat en qualité de Directeur régional, dit qu'il se réjouit que le Dr Han soit à la tête de la Région du Pacifique occidental pour les cinq prochaines années.

Vingt-sept représentants félicitent le Dr Han de sa désignation votée à l'unanimité. Ils expriment, en particulier, leur appréciation du travail qu'il a réalisé au cours des cinq dernières années et lui assurent leur total appui et coopération à l'avenir. Ils félicitent de même le Dr Nakajima de sa réélection au poste de Directeur général, et notent que les deux directeurs guideront ensemble l'Organisation avec succès vers une amélioration de la situation sanitaire dans la Région.

A cela, le Dr HAN répond que c'est un honneur pour lui d'être désigné en qualité de Directeur régional par le Comité et remercie les Etats Membres de la Région de lui permettre de servir l'Organisation pour un nouveau mandat. Il remercie le personnel de l'OMS, de la Région et de l'ensemble de l'Organisation pour son appui. Reconnaisant l'importance des autres partenaires

de l'OMS dans le développement de la santé dans la Région, les pays donateurs qui fournissent une aide bilatérale, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres organisations et associations privées, il note que leur généreux soutien a permis à l'Organisation de mener à bien ses programmes conjoints avec les Etats Membres dans la Région. Il espère que cette collaboration étroite et précieuse se poursuivra et se renforcera.

Le Dr Han remarque qu'il y a eu de nombreux changements dans le domaine de la santé ces dernières années. L'OMS a obtenu des succès sur la voie de l'éradication de certaines maladies. Des bases ont été jetées pour des approches coordonnées et ciblées des priorités régionales de l'OMS. Au cours du premier mandat du Dr Han, l'Organisation a pu prendre un nouvel élan grâce à l'appui résolu des Etats Membres. Le Dr Han se dit convaincu que l'Organisation continuera à relever les défis du développement sanitaire dans la Région et dit qu'il s'appliquera à remplir au mieux ses responsabilités.

2. RAPPORT DU DIRECTEUR REGIONAL : Point 8 de l'ordre du jour (suite de la première séance, section 7) (Documents WPR/RC44/3 et Corr. 1)

M. WAENA (Iles Salomon) rappelle que les Iles Salomon attendent toujours la nomination d'un attaché de liaison et espère que cet attaché sera nommé bientôt.

Le nouveau Gouvernement des Iles Salomon a placé le développement sanitaire au premier rang de ses priorités, en particulier dans la lutte contre le paludisme, qui n'est pas seulement un problème de santé mais également un obstacle au développement du tourisme. Il demande donc à l'OMS d'apporter un appui à son Gouvernement pour le programme intitulé "People against malaria" (Tous contre le paludisme), mis en place récemment. Le Gouvernement envisage de choisir 1994 comme année de ce programme d'action contre le paludisme. Son Gouvernement mènera son combat contre le paludisme en collaboration avec les organisations religieuses, non gouvernementales et bénévoles, ainsi qu'avec les institutions d'aide multilatérale et bilatérale. L'incidence du paludisme a déjà diminué grâce à la distribution de moustiquaires imprégnées à la perméthrine. La contribution de l'OMS a été très précieuse.

La formation adéquate des ressources humaines pose également un problème aux Iles Salomon. Il exprime sa reconnaissance aux Gouvernements de Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui ont accueilli des ressortissants des Iles Salomon dans leurs instituts de formation respectifs. Il espère que cet appui amical pourra se renouveler à l'avenir et espère

également que l'OMS pourra fournir un soutien afin de pouvoir poursuivre la formation des agents de santé.

En ce qui concerne la croissance démographique, son taux est très élevé aux Iles Salomon, avec 3,5 % par an. Bien que la population ne soit pas très nombreuse, la poursuite de cette croissance au même rythme risque de provoquer de sérieuses difficultés. Il espère donc un appui particulier de la part de l'OMS dans ce domaine.

Chapitre 1 : Le Comité régional (pages 7-10)

Il n'y a pas de commentaires.

Chapitre 2 : Développement et direction d'ensemble des programmes de l'OMS (pages 11-18)

Le Dr ADAMS (Australie) fait l'éloge du rapport qui vient compléter la seconde évaluation de la Mise en oeuvre des stratégies de la santé pour tous d'ici l'an 2000, discutée lors de la précédente Assemblée de la Santé. Se référant au paragraphe 2.14, il exprime sa préoccupation au sujet d'un rapport récent de la Banque mondiale sur le développement sanitaire¹ était quelque peu critique vis-à-vis de l'approche de l'OMS, mais louait toutefois l'Organisation pour son aide dans la préparation du rapport. Le rapport met l'accent sur le besoin d'un ensemble de services de santé publique et de certains services essentiels. En fait, l'approche de l'OMS, qui insiste sur les soins de santé primaires et la gestion de la santé publique, est très similaire et il est important de corriger toute confusion à cet égard. Il est évident que l'OMS n'a pas un niveau de fonds disponibles comparable à celui de la Banque asiatique de Développement ou de la Banque mondiale. Aussi ces institutions devraient-elles être encouragées à fournir une aide financière supplémentaire à l'OMS plutôt que de chercher à exercer un rôle direct dans le domaine de la santé publique.

M. VAIMILI (Samoa) approuve ces observations. Il est essentiel d'éviter le chevauchement et la confusion des rôles et les institutions de financement devraient être encouragées à soutenir l'OMS. Le Directeur régional devrait accorder son attention à cette question.

Le Dr MONTAVILLE (France) dit que le rapport de la Banque mondiale a été largement inspiré par l'OMS, ainsi que par l'UNICEF, et que l'Organisation devrait saisir l'occasion de sa

¹Rapport sur le développement dans le monde 1993 : *Investir dans la santé, Indicateurs du développement dans le monde*, publié par Oxford University Press pour la Banque mondiale, USA, juillet 1993.

présentation pour réaffirmer son rôle directeur au niveau mondial dans le domaine de la santé. Ainsi que le montre le rapport, la Banque mondiale est l'une des sources de financement les plus importantes dans le domaine de la santé et sa contribution se monte à plus de US \$1 milliard par an. Une meilleure collaboration et coordination entre l'OMS et la Banque mondiale sont donc essentielles dans tous les secteurs couverts par le rapport du Directeur régional, en particulier ceux liés aux maladies transmissibles.

Le Dr TAPA (Tonga) convient que le rapport de la Banque mondiale devrait être étudié avec soin et note qu'il fera l'objet de discussions lors d'une prochaine réunion des représentants des Gouvernements du Pacifique sud à Suva. Il espère que l'OMS sera également représenté lors de cette réunion car il est important de sauvegarder les intérêts et de réaffirmer le rôle dirigeant de l'OMS pour les questions de santé dans la Région.

Chapitre 3-15 : (pages 19-183)

Il n'y a pas de commentaires particuliers sur les chapitres 3 à 15 (pages 19-183).

Deuxième partie, Revue de certains programmes (pages 185-215)

Il n'y a pas de commentaires à propos de la Deuxième partie, Revue de certains programmes (pages 185-215).

Le DIRECTEUR REGIONAL dit qu'il a bien pris note des observations du représentant des Iles Salomon en ce qui concerne les priorités. Il est clair que si les petits pays répartissent les allocations relativement faibles de l'OMS entre un grand nombre de programmes, les ressources disponibles pour chacun de ces programmes seront très maigres. Il est important d'utiliser les crédits alloués au titre du budget ordinaire le plus efficacement possible. Tout Etat Membre qui donne une priorité à la santé et au développement, et qui se concentre sur un nombre limité de programmes, aura son appui. Il est prêt à reprogrammer de façon à ce que la portion la plus importante soit allouée aux secteurs de programmes les plus prioritaires. Par exemple, si les Iles Salomon souhaitent allouer la totalité de leur budget ordinaire pour l'exercice, soit US \$1,6 million, à la lutte contre le paludisme, il serait d'accord, y compris pour toutes les autres ressources supplémentaires que l'OMS pourrait mobiliser. Le Bureau régional est tout à fait prêt à discuter de la réorientation des programmes de pays sur des secteurs hautement prioritaires si les deux parties l'approuvent.

Le rapport de la Banque mondiale mentionné par plusieurs orateurs, demanderait à être examiné avec soin. Autrefois, les questions de santé ou liées à la santé étaient toujours du ressort de l'OMS. De plus en plus, d'autres acteurs entrent en scène dans le domaine de la santé, comme la Banque asiatique de Développement, la Banque mondiale et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Pour obtenir les plus grands avantages pour les peuples et les pays du monde, il est essentiel que toutes les institutions concernées travaillent ensemble et ne se fassent pas concurrence. Bien sûr, chaque organisme a ses propres méthodes de gestion qui se traduisent par des différences dans ses instances dirigeantes et dans les rapports qu'il publie. Toutefois, une plus grande collaboration et une meilleure coordination de leurs activités sont essentielles. La collaboration de l'OMS a déjà été fructueuse dans certains domaines, comme le programme de lutte antipaludique en République démocratique populaire lao et un projet similaire au Viet Nam où le savoir-faire technique de l'OMS a bénéficié d'un financement de la Banque mondiale. Le Directeur régional reviendra sur cette question lors de l'examen du Point 21 de l'ordre du jour - Adaptation de l'OMS aux changements mondiaux : Rapport du Groupe de travail du Conseil exécutif. A son avis, il est temps que l'OMS réaffirme son rôle dirigeant dans le domaine de la santé et adopte une attitude davantage orientée sur l'action et l'esprit d'entreprise, en prenant l'initiative des contacts avec ses partenaires au niveau mondial et régional, plutôt que d'attendre, comme dans le passé, que ceux-ci s'adressent à elle.

Le Dr Han fait ensuite part au Comité de sa vision de l'avenir (voir Annexe).

La séance est levée à 17h10.

ANNEXE

ALLOCUTION DU DIRECTEUR REGIONAL

Monsieur le President, Mesdames et Messieurs les Représentants,

Je voudrais saisir cette occasion, à l'issue de l'examen de mon rapport sur l'exercice écoulé, pour vous exposer brièvement comment j'envisage l'avenir.

Lorsque j'ai présenté le rapport, j'ai souligné que notre réponse aux changements importants survenus dans la Région avait été une évaluation précise des besoins et une planification structurée. Nous allons continuer dans cette voie.

En me désignant pour un autre mandat de cinq ans, vous avez montré que vous aviez confiance en ma démarche. Je voudrais vous dire maintenant comment je vois la façon dont nous devrions aborder les cinq prochaines années. Nous ne pouvons nous contenter d'attendre que surviennent des changements majeurs pour réagir. Un des plus grands défis en matière de gestion est d'anticiper les changements et leurs incidences et de se préparer à y faire face avec succès.

Cela est moins simple qu'il n'y paraît. Dans le domaine des maladies transmissibles, par exemple, comment allons-nous utiliser la somme des connaissances scientifiques que nous avons accumulées ? Faut-il chercher un traitement et l'administrer effectivement, ou vacciner, ou encore éduquer les individus et les aider à modifier leur comportement et leur environnement pour éviter les risques ?

Les choix concernant l'utilisation de nos ressources deviennent chaque année plus difficiles. L'expérience nous montre clairement que pour avoir une efficacité maximale, les actions doivent être concertées et multilatérales, mais pour mobiliser nos forces, nous devons choisir la bonne solution.

Je propose qu'au cours des cinq prochaines années nous définissions avec plus de précision l'orientation de nos efforts dans la Région en nous concentrant sur une série de questions ou de priorités fondamentales. En outre, il est extrêmement important que nous jouions un rôle plus actif dans la coordination et la gestion des ressources. Dans certains cas, cela reviendra à

Annexe

poursuivre ce que nous avons entrepris ensemble au cours des quatre ans et demi qui viennent de s'écouler.

Je propose que nous consolidions nos succès passés et que nous procédions à une rationalisation de nos activités. Pour cela, je demande votre coopération et votre soutien actif. J'envisage un effort concentré de préparation et de développement.

Cela pourra se traduire par des activités entièrement nouvelles dans certains domaines. Par exemple, j'ai à l'esprit une réorientation du Bureau régional et des bureaux de pays afin qu'ils deviennent plus fonctionnels et plus orientés vers l'action et la résolution des problèmes. Comme le Directeur général l'a mentionné ce matin, le but de la réforme doit être de rendre les services de l'OMS plus proches des pays, plus pertinents et plus performants. Il a souligné que les régions avaient un rôle clé à jouer pour adapter les structures et les programmes de l'OMS aux besoins des Etats Membres. Le personnel du Bureau régional et moi-même devons pouvoir instaurer avec vous, les Etats Membres, une coopération plus étroite et plus systématique dans tous les domaines. Pour cela, nous devons avant tout déterminer comment répondre de façon optimale aux besoins des pays. Cette préoccupation a été exprimée non seulement ici, mais par les instances dirigeantes de l'OMS. A cet égard, le rapport du Groupe de travail du Conseil exécutif sur l'adaptation de l'OMS aux changements mondiaux, que nous examinerons au titre du point 21 de l'ordre du jour, est très clair. Ce document aura des incidences importantes sur nos méthodes de travail à l'avenir et j'invite instamment tous les représentants à bien l'étudier avant le débat qui aura lieu sur cette question.

En ce qui concerne notre Région, je propose de concentrer les ressources des programmes de l'OMS sur les questions prioritaires. Nous déploierons nos forces dans les domaines où elles pourront avoir un impact durable et vérifiable.

Quand je me représente la Région telle qu'elle sera à la fin du siècle, je vois une population sans doute plus nombreuse, mais surtout nettement plus âgée. Cette population sera plus concentrée dans les grandes villes qu'elle ne l'est aujourd'hui et devra lutter pour maintenir les avantages du développement économique et social tout en réduisant au minimum ses effets néfastes sur l'environnement. Les maladies dominantes seront celles qui sont étroitement liées à toute une gamme de facteurs comportementaux que nous désignons globalement par l'expression "modes de vie". Actuellement, nous ne pouvons guère agir sur ces facteurs, ni même, pourrait-on ajouter, sur leurs conséquences. C'est un défi que nous devons relever à l'avenir.

Annexe

Nous savons qu'une population vieillissante présente une morbidité accrue, en raison notamment des maladies chroniques et des processus dégénératifs. Ces causes d'invalidité peuvent être prévenues ou tout au moins réduites par des mesures très simples prises, souvent au niveau personnel, tout au long de la vie, par exemple en cessant de fumer, en réduisant la consommation de sel, en faisant régulièrement de l'exercice et en adoptant un régime alimentaire sain. L'incidence des maladies cardio-vasculaires et respiratoires et du cancer s'en trouverait diminuée.

Des mesures simples en faveur de la santé peuvent être appliquées dès les premiers jours de la vie. L'une d'elles, particulièrement importante pour la survie des nouveau-nés et leur santé à long terme, est l'allaitement au sein. Mais les changements socio-économiques, en modifiant la structure familiale et en créant des pressions financières qui incitent la mère à travailler, entraînent une réduction notable de cette pratique dans la Région.

Nous devons trouver le moyen d'être plus efficaces dans nos efforts pour convaincre les gens de changer de comportement et leur donner la possibilité de le faire. Cela s'applique aussi aux nombreux problèmes qui touchent plus particulièrement les jeunes, par exemple le SIDA et l'infection à VIH. La transmission par les deux principales voies que sont les contacts sexuels et les injections intraveineuses volontaires pourrait être complètement évitée par un changement du comportement individuel. A cet égard, une question vient immédiatement à l'esprit : "Dans quelle mesure avons-nous réussi à convaincre les personnes à risque de modifier leur comportement ?". La réponse est que nous n'avons pas obtenu tout le succès que nous espérions. Nous devons nous montrer plus persuasifs à l'avenir. Une bonne communication sera plus importante que jamais pour le succès de nos efforts futurs.

Les années à venir seront le témoin de changements permanents, et probablement rapides, dans la Région. L'impact de ces changements est déjà visible aujourd'hui. Nous devons prévoir ce que nous pouvons faire dès maintenant pour réduire les conséquences futures de la congestion urbaine, de la pollution, de la surcharge des services sanitaires et sociaux et de la perturbation de la vie humaine. C'est dans ces situations que le soutien actif de la communauté et du gouvernement est essentiel pour permettre à chacun de vivre plus sainement. Plus tard, au cours de cette session, je vous ferai part de ma proposition de stratégie régionale en matière de salubrité de l'environnement. Dans cette proposition, j'insiste sur le fait que nos interventions et nos plans doivent porter sur des projets auxquels nous pouvons réellement donner suite. Dans cette stratégie, je montre comment nous cherchons à atteindre des résultats qui influent réellement et durablement la santé humaine. Pendant trop longtemps, dans le secteur de la santé, nous avons

Annexe

attendu que les planificateurs viennent nous demander conseil. Et cela n'a pas marché. C'est à nous d'aller vers eux et de leur offrir notre savoir-faire, nos connaissances et nos conseils. C'est ce que j'ai l'intention de faire et je vous engage à me suivre dans cette voie.

Cela m'amène au rôle des ressources extérieures disponibles au niveau des pays pour mettre en oeuvre les programmes de santé et les systèmes de santé. Mon but est d'encourager ou d'attirer la plus grande quantité possible de ressources afin que vous puissiez vous attaquer aux problèmes de santé prioritaires. Comme je l'ai déjà dit à plusieurs donateurs, je ne recherche pas des fonds pour l'exécution de projets OMS, mais j'essaie plutôt de mettre en concordance le financement nécessaire des pays dans le besoin avec les intérêts des donateurs.

Je suis prêt à mettre les ressources du Bureau régional du Pacifique occidental à votre disposition pour arriver à cette concordance. Un tel partenariat entre un programme de pays, un donateur et l'OMS au cours de la phase de planification, voire d'exécution, de suivi et d'évaluation du programme, devrait donner des résultats satisfaisants. Cela permettrait d'utiliser plus efficacement les ressources techniques de l'OMS. Un exemple actuel est la collaboration à grande échelle que nous avons avec plusieurs donateurs pour la mise en oeuvre de programmes de pays dans le domaine primordial de la lutte contre le paludisme. Une fois que nous aurons décidé de l'approche la plus appropriée, nous pourrons avancer de concert.

Mais pour arriver à tout cela, il est important que nous nous attaquions tous au problème de la réforme du système de santé dans tous les pays de notre région. Les changements sociaux, politiques et économiques rapides qui interviennent dans tant de pays, qu'ils soient en développement ou développés, font que le système de santé d'hier n'est plus approprié aujourd'hui et le sera encore moins demain. Le financement des systèmes de santé est un problème crucial dans de nombreux pays, mais avons-nous vraiment réfléchi à ce que nous finançons ? Il est certes confortable et rassurant de suivre les traditions, mais celles-ci peuvent parfois devenir des obstacles au progrès. Nous devons avoir le courage de chercher de nouvelles idées et d'évaluer sérieusement leurs qualités. Cela est particulièrement vrai dans le développement des ressources humaines pour la santé. Dans ce domaine, nous devons nous assurer que les futures générations de personnel de santé seront préparées à gérer des problèmes nécessitant de grandes compétences gestionnaires et une connaissance des techniques de marketing et de communication qui permettent d'influencer les modes de vie et le comportement individuel. Le secteur de la santé a longtemps été conservateur, mais nous devons aujourd'hui assumer notre rôle dirigeant, élargir notre horizon et entrer dans le XXIème siècle avec des plans bien préparés.

Annexe

Au cours des cinq prochaines années, il est peu probable que le rythme vertigineux des changements qui surviennent autour de nous ne se ralentisse. Les dangers pour la santé que nous percevons aujourd'hui ne disparaîtront ni ne diminueront. Notre meilleur espoir est de réfléchir attentivement à ce que doivent être les priorités pour chaque pays, et utiliser ces urgences pour lier entre elles les activités sanitaires apparentées. Je propose que chaque Etat Membre sélectionne deux ou trois de ces priorités sur lesquelles il concentrera ses propres programmes OMS de pays. Par exemple, si un pays décide de concentrer ses efforts sur la lutte antipaludique, il devra également tenir compte des questions de nutrition et d'environnement, des techniques de surveillance, des compétences de laboratoire et de la prise en charge clinique. Le gouvernement devra considérer comment chaque individu peut être encouragé et soutenu pour mieux se protéger, lui et sa famille, et s'assurer que l'action communautaire et la politique officielle appuient sans ambiguïté les objectifs sanitaires retenus.

Si nous pouvons atteindre ces objectifs particuliers dans le contexte des priorités régionales, je pense que nous aurons alors établi les règles de conduite qui nous permettront d'entrer dans le XXIème siècle. J'irai même plus loin. Si nous pouvons régler en profondeur et efficacement les problèmes que nous aurons identifiés, nous n'aurons pas seulement réussi à nous adapter aux changements, nous aurons aussi transmis un patrimoine aux futures générations. Pour que cette vision devienne réalité, nous allons travailler ensemble ces cinq prochaines années, en analysant soigneusement nos besoins et en unissant nos forces. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Représentants, montrons-nous à la hauteur des défis qui nous attendent !